



Date de dépôt : 2 juin 2026

Rapport

de la commission des droits politiques et du règlement du Grand Conseil chargée d'étudier la proposition de motion de Jacques Blondin, Jean-Marc Guinchard, François Erard : Abaissons les frais de naturalisation afin de faciliter l'intégration des familles et des enfants de la deuxième génération

Rapport de Francisco Taboada (page 4)

Proposition de motion (3166-A)

Abaissons les frais de naturalisation afin de faciliter l'intégration des familles et des enfants de la deuxième génération

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève
considérant :

- que l'accès à la nationalité suisse demeure un parcours exigeant et onéreux ;
- que les émoluments cantonaux atteignent actuellement 1250 francs pour une personne seule de plus de 25 ans et jusqu'à 2000 francs pour un couple, sans compter les émoluments fédéraux et communaux ;
- que ces coûts peuvent dépasser 2800 francs pour une famille, constituant un frein réel à la naturalisation ;
- que d'autres cantons, comme Fribourg, Neuchâtel ou Berne, appliquent des émoluments nettement plus bas que notre canton ;
- que Genève compte plus de 40% d'habitants étrangers, mais présente un taux de naturalisation inférieur à la moyenne nationale ;
- que la naturalisation est un levier essentiel d'intégration civique et sociale, permettant une participation politique et une cohésion renforcée ;
- qu'il est de l'intérêt de la collectivité de lever les barrières financières sans diminuer les exigences qualitatives liées à l'intégration, notamment à travers un test civique exigeant ;
- que si un émolument doit, en principe, correspondre aux coûts de la prestation fournie, l'autorité peut décider d'en assumer une partie pour motif d'intérêt public,

invite le Conseil d'Etat

- à revoir le règlement d'application de la loi sur le droit de cité genevois (RDCG) afin d'abaisser significativement les émoluments de naturalisation et de fixer un montant de :
 - a) 100 francs pour la personne étrangère mineure de 9 à 17 ans (procédure individuelle allégée) ;
 - b) 350 francs pour la personne étrangère majeure de moins de 25 ans (procédure individuelle allégée) ;

- c) 500 francs pour la personne étrangère de plus de 25 ans (procédure individuelle) ;
 - d) 600 francs pour les couples mariés ou liés par un partenariat enregistré, dont l'un des membres a moins de 25 ans (procédure pour couple) ;
 - e) 1000 francs pour les couples mariés ou liés par un partenariat enregistré, dont les deux membres ont plus de 25 ans (procédure pour couple) ;
 - f) 100 francs par enfant mineur compris dans la procédure de ses parents.
- à introduire un renforcement qualitatif de l'évaluation civique, en s'assurant que les personnes requérantes maîtrisent les connaissances essentielles relatives à la géographie, l'histoire, les institutions, les droits et devoirs liés à la citoyenneté.

Rapport de Francisco Taboada

La Commission des droits politiques et du règlement du Grand Conseil a examiné la motion 3166 au cours de trois séances.

Lors de sa séance du 3 décembre 2025, la commission a procédé à l'audition du premier signataire de la motion.

Lors de sa séance du 29 avril 2026, elle a auditionné M^{me} Carole-Anne Kast, conseillère d'Etat chargée du département des institutions et du numérique, accompagnée de représentants de l'Office cantonal de la population et des migrations (OCPM).

Enfin, lors de sa séance du 13 mai 2026, la commission a procédé à la discussion finale et au vote de l'objet.

Au terme de ses travaux, la majorité de la commission a refusé la motion par 12 voix contre 1 et 1 abstention.

Présentation de la motion

La motion vise principalement à réduire de manière significative les émoluments perçus dans le cadre des procédures de naturalisation ordinaire à Genève.

Son auteur estime que le coût de la procédure constitue un frein important à l'accès à la nationalité suisse, notamment pour les familles, ainsi que pour les jeunes issus de la deuxième génération.

La motion proposait également, dans sa version initiale, un renforcement des exigences relatives à la connaissance de l'histoire, de la géographie, des institutions et des valeurs suisses.

Lors de l'examen en commission, cette seconde invite a toutefois été supprimée par voie d'amendement.

Audition du premier signataire

Lors de son audition, le premier signataire a expliqué que sa démarche reposait sur un objectif d'intégration renforcée des personnes étrangères vivant durablement dans notre canton.

Il a notamment indiqué que, selon les nombreux témoignages recueillis au cours de ses activités associatives et politiques, le coût de la naturalisation constituait un frein réel pour une partie de la population étrangère.

Le motionnaire a également présenté les réductions tarifaires proposées par la motion, qui auraient conduit à une diminution importante des émoluments actuellement perçus.

Toutefois, interrogé par plusieurs commissaires, il a reconnu ne pas disposer d'étude spécifique démontrant l'existence d'un lien direct entre le niveau des émoluments et le nombre de naturalisations. Son appréciation reposait principalement sur des observations de terrain et des témoignages individuels.

Plusieurs commissaires ont également relevé que les questions liées à l'intégration dépassaient largement la seule problématique financière et qu'il convenait d'examiner l'ensemble du processus de naturalisation avant de modifier le régime des émoluments.

Audition du département et de l'OCPM

L'audition du département (DIN) et de l'OCPM a permis à la commission de disposer d'un état des lieux détaillé du système genevois de naturalisation.

La conseillère d'Etat a rappelé qu'une réforme importante était entrée en vigueur en 2017, avec le passage d'un système fondé sur le revenu à un système reposant sur le principe constitutionnel de couverture des coûts de la procédure.

Cette réforme a déjà entraîné une diminution des recettes de l'Etat d'environ deux millions de francs entre 2017 et 2018.

Les représentants du département ont également présenté les évolutions législatives intervenues récemment, notamment l'entrée en vigueur en 2024 de nouvelles dispositions visant à faciliter et accompagner les démarches de naturalisation.

Parmi ces mesures figurent notamment :

- la mise à disposition d'un didacticiel en ligne ;
- la création de procédures d'exemption pour certaines situations particulières ;
- la prise en compte des situations de handicap ou de vulnérabilité ;
- différentes mesures destinées à favoriser l'intégration.

La commission a également pris connaissance des statistiques récentes de naturalisation.

Il ressort des chiffres présentés que le taux brut de naturalisation a atteint 4,7% en 2024, soit l'un des niveaux les plus élevés observés ces dernières années.

Les représentants du département ont par ailleurs exposé les comparaisons intercantionales disponibles.

Celles-ci démontrent que Genève ne figure pas parmi les cantons les plus coûteux en matière de naturalisation. Les tarifs pratiqués apparaissent comparables à ceux observés dans plusieurs autres cantons et sont même particulièrement favorables pour certaines catégories de jeunes adultes.

La commission a également pris connaissance des coûts réels de traitement des dossiers.

Selon les informations fournies par l'OCPM, un dossier standard nécessite en moyenne environ 565 minutes de traitement, soit près de 9 heures et 30 minutes de travail administratif. Le coût moyen du traitement est estimé à environ 100 francs par heure.

Les émoluments actuellement perçus visent ainsi à couvrir une partie importante des coûts effectivement supportés par l'administration.

Enfin, les représentants du département ont présenté les résultats d'études récentes portant sur les motifs de non-naturalisation.

Ces études montrent que le coût constitue effectivement un facteur parmi d'autres, mais qu'il n'apparaît pas comme l'élément déterminant dans la décision de se naturaliser.

Parmi les facteurs fréquemment cités figurent également :

- la volonté de conserver la nationalité d'origine ;
- la longueur ou la complexité perçue de la procédure ;
- le manque d'intérêt pour la démarche ;
- certaines obligations liées à la citoyenneté ;
- des considérations personnelles ou familiales.

Position de la majorité

La majorité de la commission a examiné avec attention les préoccupations exprimées par l'auteur de la motion.

Elle partage pleinement l'objectif consistant à favoriser l'intégration des personnes étrangères établies durablement à Genève.

Toutefois, les auditions menées ont conduit la majorité à considérer que les solutions proposées par la motion ne répondaient pas de manière adéquate aux enjeux identifiés.

Premièrement, les travaux de la commission n'ont pas permis d'établir l'existence d'un lien direct et démontré entre le niveau actuel des émoluments et le nombre de naturalisations.

Les données présentées montrent que la décision de se naturaliser dépend d'un ensemble de facteurs complexes et que la question financière n'en constitue qu'un élément parmi d'autres.

Deuxièmement, la majorité a relevé que le canton de Genève a déjà entrepris plusieurs réformes importantes visant à faciliter l'accès à la naturalisation.

Les adaptations législatives récentes, ainsi que les dispositifs d'accompagnement mis en place démontrent une volonté claire des autorités de favoriser l'intégration et l'accès à la citoyenneté.

Troisièmement, les comparaisons intercantionales présentées à la commission ne permettent pas de conclure que Genève appliquerait des tarifs excessifs au regard des pratiques observées dans les autres cantons.

Quatrièmement, les émoluments actuellement perçus reposent sur le principe de couverture des coûts prévu par le cadre légal cantonal et correspondent à une activité administrative réelle nécessitant plusieurs heures de traitement par dossier.

Enfin, la majorité a considéré qu'une réduction importante des émoluments entraînerait une diminution substantielle des recettes publiques sans qu'il soit possible de démontrer qu'elle produirait l'effet recherché en matière de naturalisation.

Pour l'ensemble de ces raisons, la majorité de la commission a estimé qu'il n'existait pas de motifs suffisants pour modifier le dispositif actuellement en vigueur.

Vote de la commission

La commission a tout d'abord accepté un amendement supprimant la deuxième invite de la motion par :

Oui : 12

Abstentions : 2

La motion ainsi amendée a ensuite été mise aux voix.

Oui :	1
Non :	12
Abstention :	1

La motion a donc été refusée.

Conclusion

Au bénéfice de ces explications, la majorité de la Commission des droits politiques et du règlement du Grand Conseil vous invite, Mesdames et Messieurs les députés, à refuser la motion 3166.